

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :

145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)

Fondé en 1895 par

Louise MICHEL et Sébastien FAURE

C. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. ; 1 an, 240 fr.

UN SCANDALE dont on parle peu

« Bon appétit Messieurs, à ministres intègres », faisait dire Victor Hugo à Ruy Blas devant la déconvenue d'intrigues engendrées par le pouvoir. Mais les forfaits qui suscitaient l'indignation de ce personnage classique n'étaient que ceux d'enfants auprès des immenses forfaits offerts par le boursier gouvernemental aux regards contemporains.

La corruption des sphères dirigeantes a atteint des proportions telles que ceux qui jouissent des avantages de leur position de premiers rôles ne perçoivent plus les coups qu'ils portent à leurs rivaux, tant qu'ils sont portés à eux-mêmes, car c'est tout l'appareil gouvernemental qu'ils discréditent — ce à quoi nous applaudissons.

Le vertueux Yves Farge, ce ministre du Ravitaillement qui se complait dans les attitudes d'un cid de troisième zone, n'offre pas

plus d'intérêt que ses co-équipiers. S'il est tellement incommode par l'atmosphère empuantie des cabinets ministériels, que ne démissionne-t-il pour respirer un peu de cet air pur qui paraît lui manquer? Soyons assurés que les fameuses révélations dont il feint de menacer tant de hauts personnages tendent à autre chose qu'à améliorer le sort de ceux dont la faim n'est pas satisfaite. Ces héros de cavalcade aura néanmoins mis à nu — peut-être plus qu'il ne l'aurait voulu — la mare de boue dans laquelle se vautrent les professionnels de la politique et d'innombrables notabilités des grandes administrations.

Les scandales du vin, de la farine, de la finance, du textile, etc., ne sont pas une nouveauté. Que tout ce beau monde ne joue point les indignés; on ne vit pas au milieu d'une meute sans savoir qu'il s'y trouve des loups. Et cet accès de vertu vient vraiment un peu tard.

Ces scandales, quoi qu'en dise la grande presse — cette reine de la perversion — continueront aussi longtemps qu'il y aura des gouvernements, car l'art de gouverner est surtout l'art de manœuvrer les hommes. Quant aux « scandales », de quelque nature qu'ils soient, ils ne sont que le résultat de manœuvres maladroites laissant paraître ce qui, dans l'intérêt du POUVOIR, devrait demeurer caché.

La Troisième République avait eu les siens : Suez, Panama, Légion d'honneur, Acrostatie, Stavisky (les quatre pages de ce journal ne suffiraient pas pour les énumérer tous). La plupart de ses hommes d'Etat étaient de souche bourgeoise et voyaient dans l'exercice du pouvoir un moyen de grossir leur fortune ou d'acquiescer la célébrité. La corruption s'en accommodait déjà fort bien...

Aujourd'hui, l'exercice du pouvoir n'est plus lapanage des seuls partis bourgeois. Comme conséquence de ce que le charabia officiel appelle la « maturité politique des classes laborieuses », les partis dits « ouvriers » détiennent un grand nombre de portefeuilles ministériels. Les Excellences « ouvrières » en sont d'autant plus friandes que leur fortune personnelle — quand elles sortent du peuple — trouve dans la carrière politique une inépuisable source de profits. En présence de situations aussi avantageuses, comment ne seraient-elles pas tentées, par les possibilités qui leur sont offertes, de gratter copieusement leur tartine pendant quelques instants AUTOUR DE L'ASSIETTE AU BEURRE ?

Après avoir étalé les ordures au milieu desquelles ils sont aptes à se mouvoir sans avoir de haut le cœur, ces machabes plaisants sollicitent à nouveau le suffrage des électeurs. Le cheval de bataille sera, pour cette fois, le spectre de la dictature (cette dictature viendra inévitablement avec ou sans eux) qu'ils utiliseront pour ramener devant l'urne le « citoyen » désabusé par des déconvenues successives.

Or, le plus grand scandale à nos yeux réside dans le fait que le peuple éternel sacrifié, supporte encore la tutelle injustifiable de tous ces charlatans. Si le corps social est dévoré par tant de vermine profitant sans vergogne de la sueur de ceux qui peinent et faisant commerce de leur misère, c'est à des milliers qu'il revient de prendre les mesures de salubrité qui s'imposent ; et non à des tribunaux dont les intérêts sont liés au prestige d'institutions dont ils sont partie intégrante.

C'est l'insurrection sociale, la levée en masse du peuple contre tout l'ordre de chose qui l'opprime, qui détruira l'injustice du salariat et le virus gouvernemental ainsi que tous les foyers de débauche qui n'en sont que la manifestation la plus normale.

Certes, ce n'est pas la C.G.T. qui incitera les victimes de ce régime à périmé à lui donner le coup de grâce, car elle rejoint dans sa sagesse POLITIQUE les plus authentiques organisations conservatrices. Cependant, ce souffle d'air pur que réclame le peuple, il ne l'obtiendra qu'à ce prix.

LE LIBERTAIRE.

(Suite page 3.)

Les restrictions alimentaires et la santé publique

Depuis plus de six ans, nos dirigeants successifs nous soumettent au régime de la demi-diète.

La « libération » devait amener la fin des restrictions. Nous devions revêtir rapidement aux conditions dites normales : c'est-à-dire, à défaut d'abondance, avoir au moins le strict nécessaire. Hélas ! depuis deux ans, les plus optimistes ont eu le temps de perdre leurs illusions !

Tout se passe comme si les gens supérieurement intelligents qui président à nos destinées s'étaient tenus ce raisonnement : « Puisque les Français n'ont supporté des années une alimentation nettement insuffisante (jointe à un manque de chauffage et à une pénurie de vêtements) et que dans l'ensemble ils ont survécu à ce régime, il n'y a pas de raison de ne pas continuer ! » Et pour passer à la débâcle économique, ils n'ont trouvé qu'une solution : sacrifier les besoins vitaux et la santé des travailleurs. Car ces années de restrictions ont laissé des traces profondes et indélébiles.

A plusieurs reprises, le corps médical et l'Académie de Médecine ont donné l'alerte. De nombreux travaux ont démontré que les rations allouées étaient loin d'apporter à l'organisme le nombre de calories indispensables, que l'apport des divers éléments nécessaires à l'organisme était nettement insuffisant.

Certes, peu de gens se sont contentés des rations officielles et c'est heureux, car sans cela, il n'y aurait jamais eu assez de fossés. Mais il nous souvient d'avoir vu arriver dans les hôpitaux des pauvres gens que leurs maigres ressources contraignent à se contenter de leurs cartes et que ce régime avait amené à un état de cachexie considérable. Ils nous occupent d'avoir vu dans les asiles (qui occupent avant refusé de reconnaître comme hôpitaux et où, en conséquence, les rations étaient réduites au strict minimum) des malheureux réduits à un état lamentable, affaiblis, oedématisés, hypothermiques, etc., nous les avons vu mourir lentement sans pouvoir rien faire pour eux, car ce n'était pas de médicaments qu'ils avaient besoin !

Mais même ceux qui, grâce aux colles familiaux, au débrouillage, au marché noir ont pu, dans une certaine mesure (limitée hélas par l'impécuniosité habituelle aux travailleurs) parer à l'insuffisance du ravitaillement officiel, ceux là ont quand même vu leur santé altérée.

Les spécialistes du rhumatisme ont constaté depuis le début de la guerre un développement considérable des maladies des os et des articulations, l'apparition de nombreux cas dits de « rhumatismes de carence ».

A PROPOS DE NUREMBERG

Le Gibet incomplet

Tous les criminels de guerre n'ont pas expié aux potences de Nuremberg. Il ne suffit pas que les exécutés des basses œuvres des maîtres occultes, nationaux et internationaux, aient payé de leur vie du moins un très petit nombre d'entre eux — leur servilité à l'égard de leurs maîtres pour que le règlement de compte soit éteint.

Verra-t-on se reproduire cette « Justice incomplète » que les armées soviétiques ont permise et approuvée en Roumanie? Rappelons brièvement les faits. Le maréchal Antonescu fusillé alors que son royal complice recevait une décoration soviétique et que ses maîtres réels, les financiers de la Haute Banque roumaine, MM. Auschnitt et Malaxa, bailleurs de fonds avoués de l'organisation fasciste « Les Croix de Fer », sont chargés de mission à New-York par le nouveau gouvernement communiste aux ordres de Moscou.

Les Anglo-Saxons ne peuvent, évidemment, rester trop longtemps en retard sur leurs frères ennemis soviétiques. Aussi se gardent-ils de fournir au gibet nurembergois les responsables qui s'agitent dans leurs zones d'occupation respectives. Ces derniers disent leurs ordres et dirigent toujours les mêmes organisations, trusts et cartels, comme du temps d'Hitler.

Ernest Penragen, du trust de l'acier, Herman Abs, du trust chimique, détiennent toujours les leviers de commande de ces organisations qui ont tant contribué à l'avènement et à l'essor du nazisme et à sa ruée sur l'Europe. Hetzcher, président du Conseil d'administration des Etablissements électriques de Westphalie, Waldemar von Appenheim, banquier de Cologne, membre du Conseil de Surveillance de la Société rhénane d'Extraction de lignite, l'un des propriétaires de la Société minière d'Eschweiler, administrateur de nombreuses sociétés électriques, et tant d'autres, non seulement ne sont pas inquiétés par leur activité nazie et leur responsabilité dans la guerre, mais encore sont maintenus dans leurs postes et fonctions.

En juin dernier, le « Conseil économique consultatif allemand », qui groupe de nombreuses personnalités industrielles, commerciales et financières, récemment toutes puissantes dans le nazisme, réuni à la demande des autorités militaires britanniques, à Hambourg, recommandant « la réduction des exportations de charbon et l'augmentation des envois à l'étranger de produits manufacturés par les usines allemandes ».

Elle est à l'origine — cette peur de la politique extérieure soviétique, l'U.R.S.S. étant menacée, pensent ses dirigeants, par une coalition d'intérêts, et elle exige en conséquence le maintien des « satellites » à la fois comme glacis stratégiques et comme réceptacles et fournisseurs de denrées et produits. C'est encore la peur qui a contribué aux exigences du 4^e

C'est que l'enchevêtrement actuel des intérêts privés anglo-saxons allemands est poussé à un degré insolite. Déjà les participations américaines dans l'économie du Reich étaient nombreuses avant guerre et M. Edwin Pattish, représentant de M. Truman, pouvait avouer, dans un discours récent, que : « Nous avons prêté de l'argent à l'Allemagne pour construire des

(Suite page 3.)

L'IMPUISSANT VETO La paix et la guerre

Le monde éprouve les plus grandes difficultés à remonter des abîmes où l'avait plongé la guerre mondiale. De toutes parts d'insurmontables obstacles s'opposent à l'élévation naturelle vers de meilleures conditions d'existence des peuples divers. Les nations les plus favorisées, comme les Etats-Unis, n'échappent pas à cette loi : c'est que les problèmes internationaux pèsent d'un poids de plus en plus lourd sur les possibilités nationales.

Nul ne peut — et ne s'aviserait d'ailleurs de le faire — nier l'entière interdépendance des Nations. Les capacités prodigieuses des potentiels économiques exigent impérieusement des débouchés internationaux. Tout pousse au renversement rapide des barrières frontalières et l'humanité marche vers une unification sans limite artificielle : les frontières et les Patries appartenant désormais au Passé et leur suppression de fait n'est qu'une question de temps.

C'est la raison profonde qui anime — inconsciemment, sans nul doute — le dernier discours de M. Truman à l'ouverture de l'Assemblée de l'O.N.U., lorsqu'il insiste sur le fait que : « cette réunion de l'Assemblée symbolise l'abandon de la politique américaine d'isolement ». Deux faits nouveaux, en effet, émergent, puissants et impérieux, bien au-dessus des nouveautés nées de la guerre.

En premier lieu, cet abandon proclamé par M. Truman de l'isolement américain, en second lieu une politique, nouvelle et à longue haleine, d'exportation russe. Le fameux « Rideau de Fer », les accords économiques soviétiques-suédois, la participation aux adjudications pour la construction du barrage d'Assouan (Egypte) en sont les manifestations les plus dangereuses du moins les plus spectaculaires. Quoi d'étonnant que ces deux politiques impérialistes se rencontrent et se heurtent ?

Car — et nous pensons que la majorité des hommes en est plus ou moins convaincue — ce sont... « les différences dans les systèmes économiques et sociaux qui divisent les peuples en éléments incompatibles », selon une phrase du discours déjà cité — et non plus on ne sait quelle désuète conception d'une patriotisme ridicule et absurde. L'affranchissement de la peur, dont parle M. Truman, n'est pas possible dans le cadre du capitalisme : c'est elle qui oblige — et que méconnaissent — le plein emploi non de fausses raisons philanthropiques et l'absolue nécessité de l'exportation, sous peine de troubles sociaux aux Etats-Unis.

Elle est à l'origine — cette peur de la politique extérieure soviétique, l'U.R.S.S. étant menacée, pensent ses dirigeants, par une coalition d'intérêts, et elle exige en conséquence le maintien des « satellites » à la fois comme glacis stratégiques et comme réceptacles et fournisseurs de denrées et produits. C'est encore la peur qui a contribué aux exigences du 4^e

Après deux ans d'existence, la quatrième République en est à sa sixième campagne électorale.

La Libération continue...

Plan quinquennal, en vue de dépasser le potentiel économique des U.S.A., afin d'asseoir solidement la sécurité de l'U.R.S.S. et satisfaire, prolongement indispensable, les clients étrangers dont la conquête prochaine est d'ores et déjà prévue.

La discussion du droit de veto ne peut porter que sur des questions de détail : la Russie a un trop grand intérêt à son maintien. C'est, actuellement, sa seule arme VISIBLE. Son abus, que signale M. Atila par ailleurs, ne réside pas tant dans son emploi que dans son essence même : l'autorité — si bien représentée par ce veto dictatorial — n'étant que la manifestation paraisseuse à l'égard des solutions nettes et définitives. En conséquence de quoi, il permet la remise des discussions sur des sujets contradictoires et embarrassants, écarte le fait brutal — sans pouvoir le supprimer — et se trouve donc indispensable actuellement.

C'est la raison profonde qui anime — inconsciemment, sans nul doute — le dernier discours de M. Truman à l'ouverture de l'Assemblée de l'O.N.U., lorsqu'il insiste sur le fait que : « cette réunion de l'Assemblée symbolise l'abandon de la politique américaine d'isolement ».

M. Vychinski, accepte la discussion sur certaines modalités, du droit de veto : au grand soulagement des Anglo-Saxons, il en refuse l'abandon. Car cet abandon impliquerait une foule de conjonctures nouvelles et fort épineuses. En premier lieu, le retrait, forcé et normal, de l'U.R.S.S., comme membre de l'O.N.U., puisque ce pays n'aurait plus à sa disposition la seule arme qu'elle possède dans ce « panier de crabes ». L'histoire de la S.D.N. risquerait de se renouveler et l'on peut raisonnablement se demander qu'elle valeur pratique aurait alors l'O.N.U., sans l'U.R.S.S. et ses satellites. Le fossé actuel deviendrait rapidement un abîme inquiétant.

Mais si l'impuissance de l'O.N.U. est manifeste, sa désintégration ne peut se prévoir. Les réactions internationales sont, maintenant, trop entrées dans les mœurs de chaque peuple et les rapides moyens de locomotion joints à la dissémination des richesses naturelles à travers le globe, rapetissent trop étroitement la surface terrestre.

Plaisanteries de l'Etat

Salariés, vous cotisez aux assurances sociales, votre patron est tenu de faire une déclaration de versement trimestriel, puis une récapitulation annuelle de tous les versements avec à l'ap-

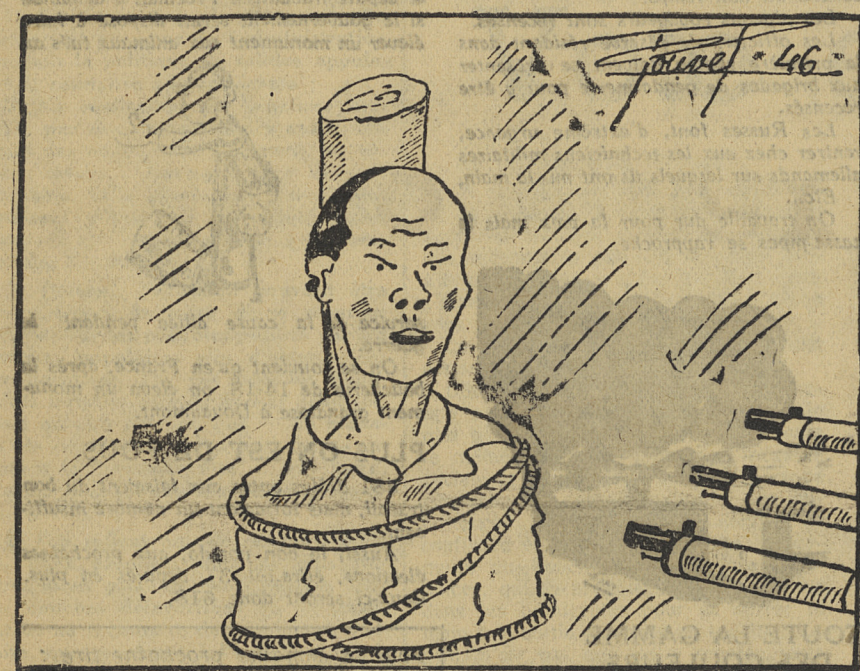
Il n'empêche, cependant, que l'abolition du droit de veto entraînerait — dans les conditions actuelles, et en vertu de ce qui précède — un conflit guerrier IMMÉDIAT. Son maintien — et à condition que le veto fût le seul prétexte d'une conflagration nouvelle — retarde vraisemblablement la venue de la 3^e guerre mondiale jusqu'aux environs de 1950.

Mais cette guerre ne peut être évitée. M. Truman en avertit explicitement les peuples. « Ce ne sont, dit-il, ni le droit de veto ni les droits de la majorité qui PEUVENT ASSURER LA PAIX. » Le droit de veto est incapable de solution nette, nous l'avons vu et démontré : il n'est qu'un palliatif et ne doit être considéré que comme tel. Il permet néanmoins, et par ricochet, de saisir sur le vif la mesquinerie abrutissante des pigistes de la politique — qui s'attardent sur de puériles questions de préséances — en face des gigantesques événements qui changent en ce moment LA FACE DU MONDE.

Les problèmes économiques — TALONNES PAR LE PROBLEME SOCIAL — offrent tellement de contradictions dangereuses dans et pour ce régime, qu'ils sont plus ou moins voués à n'être jamais RATIONNELLEMENT résolus. Il en résulte cette marche de crabs actuelle, ces coups de bâtons en attendant les coups de tête. Cet empirisme, INEVITABLE qui retarde — oh ! pour très peu de temps — l'effroyable 3^e guerre mondiale, en est aussi forcément l'une des causes principales. Or, cet empirisme, ce retardement de solutions urgentes et logiques, ne peut disparaître dans ce régime, car il permet — à lui seul — LA SURVIE ACTUELLE DU CAPITALISME.

Doit-on, cependant, accepter éternellement et le chaotique développement des événements et la menace de la guerre ? Les peuples en sont excédés, c'est un fait vérifiable et indéniable. Mais que chacun se rende compte enfin que le capitalisme porte ces contradictions, ces menaces en lui-même, qu'il en est imprégné, saturé et qu'il n'est au pouvoir de personne de s'en débarrasser. Il faut donc pour les extirper, supprimer la cause, c'est-à-dire donc le capitalisme. Cette besogne de salubrité publique est urgente, extrêmement urgente : la guerre est proche. « HANNIBAL AD PORTAS... »

LIB.



A la manière de...

Vote et Révolution

On te demande de voter. Et tu t'acquiesces de ce que l'on nomme « le devoir civique ». T'es-tu jamais demandé la signification de ton geste et la portée de ce droit qu'on t'accorde avec tant de munificence ? Crois-tu que si ton acte était vraiment dangereux, la presse bourgeoise insisterait tant auprès des électeurs pour que tu l'accomplisses ? La bourgeoisie a besoin que tu ratifies sa domination. On te demande de respecter les institutions. En votant tu en justifies le fonctionnement. Dans l'esprit des bourgeois tu n'es qu'un petit garçon. Une laisse t'est donc nécessaire. Tu es incapable de l'orienter. Tu as besoin d'un bras qui se tienne vers toi, non pour te supporter, mais pour te menacer. « Notre ennemi, c'est notre maître », disait clairement La Fontaine. Il ne semble pas que tu sois convaincu. Tu votes aujourd'hui comme lui. Tu voteras demain.

C'est chez toi un besoin physiologique de jeter d'une main tremblante un bulletin dans l'urne. Le droit de voter, c'est la liberté que tu as conquise. Tu es libre de choisir parmi tes maîtres mais il t'en faut absolument. Souvent t'ai pensé à l'exceptionnelle élévation d'esprit que témoignait un vaste écart de rire à l'audition d'un scélérat s'efforçant de croire à ses mensonges. Ce serait la preuve formidable d'une maturité sociale agissante. Dans les Palais des Républiques ne retentiraient plus des voix méprisantes. Le concert social serait scandé par l'activité industrielle de la richesse et de l'abondance. Le vote ne serait plus considéré comme une bonne farce ayant fait les hommes dans l'inertie des siècles.

Quel frémissement orgueilleux s'empare de l'avocat élu. Il va pouvoir griser sa langue dans la solennité et les honneurs.

Pris dans la grande machine du Pouvoir il n'aura pas à faire grand-chose sinon de se trouver toujours d'accord avec ses adversaires même lorsque dans un débat orageux il aura levé la lance sur eux. Puis les fauteuils parlementaires assagissent. Il n'est plus nécessaire d'avoir de la volonté vaste qu'il n'est plus nécessaire de rien bouger. On devient réaliste, c'est-à-dire on passe de l'autre côté.

Mais, me direz-vous, l'électeur n'est-il pas plus responsable ? Ne vote-t-il pas uniquement par routine sans comprendre qu'il perpétue le régime du chaos ? Veut-il vraiment quelque chose en échange de son bulletin ? Ne le considère-t-il pas comme une coutume dont il serait mal de se défaire ?

Les anarchistes représentent une minorité d'hommes qui ont définitivement compris. Ils trouvent grotesques que des hommes qui se disent expérimentés par la vie s'y laissent prendre toutes les fois.

Ils dépensent des efforts laborieux sous les sarcasmes des imbéciles pour

appeler le prolétariat à l'action permanente. C'est de l'action révolutionnaire que sortent les progrès sociaux. Jamais un pouce de terrain social ne fut conquis par une loi. Le rôle de la loi c'est de ratifier ce qui existe en l'escamotant ; c'est de légaliser ce qui a été acquis par la force en le grignotant par une réglementation insidieuse. Les hommes n'agissent que lorsque le vase débordé. Que lorsque la vie dans des conditions données n'est plus possible.

En action, il est difficile dès lors de les maîtriser. Et parfois, ils sont capables d'aller très loin dans les réalisations.

L'arme utilisée par les réactionnaires de toutes fractions pour les forcer à se tenir tranquilles, c'est la peur. On force les hommes à supporter leur faix en leur présentant toutes sortes de fantasmagories.

(Suite page 3.)

M. BIDAULT PARLE A LA RADIO



« Le pays n'est pas en état d'être ameuté. »
Le capitaliste : « Qui parle de s'ameuter ? »
Le prolétaire : « Moi. »

pui tout l'état civil de ses salariés. Les Assurances sociales peuvent en outre vous demander vos fiches de paye qui justifient des retenues faites sur vos très maigres salaires.

Comme tout marche bien lorsque l'Etat s'occupe de quelque chose, si vous tombez malade, il faut que votre patron remplit à nouveau une fiche faisant connaître les retenues opérées dans le trimestre précédent la maladie, ainsi que le montant de la dernière paye, puis vous avez des chances de toucher, si on ne perd pas une pièce de votre dossier.

Si c'est une pension maladie-infirmiété : c'est simple. Le patron doit remplir à nouveau le détail de vos salaires de trois années, avec les retenues et les dates de versement, le nombre d'heures de travail que vous avez effectuées dans l'année précédente la demande de pension, parce qu'aux Assurances sociales, ces renseignements la comptabilité ne peut pas les connaître malgré les nombreuses déclarations trimestrielles, annuelles, les contrôles et demandes de renseignements.

Quelle pagaille ! Et combien de pauvres types dégoûtés des pertes de temps (car il y a des heures et jours de réception dans certains cas) et de la paperasserie, laissent tomber, perdent leurs droits et ne perçoivent pas ce que l'Etat leur doit. Il n'y a pas d'erreur ! L'Etatisation c'est le maximum avec lequel vous êtes sûrs de passer au travers de ce que vous avez à payer, mais surtout de ce que vous avez à toucher.

Hard Lamour

Les russes, fidèles à leurs principes de respect des droits de l'homme, ont commencé la déportation d'ouvriers allemands vers le paradis soviétique. 300 ouvriers des usines Zeiss à Berlin avaient pris ainsi la direction de l'U.R.S.S.

L'Union soviétique étant la patrie des travailleurs, l'hospitalité la plus large sera sans doute offerte aux ouvriers déportés.

Les britanniques ont protesté contre ce transfert. Des ouvriers allemands ont fait appel à Staline, d'autres se sont mis en grève.

En dernière heure, le « sage guide et maître » (dernier titre de Staline) aurait cédé !

L'ANARCHISME EN ACTION

II. - L'Etat, préjugé tenace

Il est une opinion très répandue maintenant : c'est que le capitalisme vit ses derniers moments. Depuis ses partisans intéressés jusqu'à l'indifférent sceptique, en passant par le privilégié et le déshérité social, ce phénomène naturel est communément admis. Si ce régime ne s'effondre plus rapidement, les préjugés tenaces y sont des facteurs solides plus importants que les palliatifs et remèdes de « bonne femme » dont on étouffe le moribond.

Le capitalisme est dès maintenant considéré par la majeure partie de l'opinion publique comme une organisation sociale imparfaite et susceptible de disparition. Cela ne fait aucun doute. Seulement la date du décès futur est mise en discussion, les uns croyant encore à un sursaut plus ou moins énergique du vieillard, les autres trouvant possible une sorte de « régime » transitoire, héritière des dernières convulsions matérielles — et matérielles seulement — les plus impatients enfin — dont nous sommes — convaincus de la nouveauté totale des moyens et buts du capitalisme, n'en acceptant l'héritage que pour le transformer immédiatement et de fond en comble.

L'« homme de la rue » subit, certes, l'ascendant de l'évolution générale. Mais il pense que le processus sera lent, douloureusement lent. Si l'accepte l'idée de la mort du régime actuel, il reste fort perplexe lorsqu'il pense aux héritiers possibles. Ses conceptions — hâtives, parce que récentes — lui font entrevoir un changement social, qui loin d'être révolutionnaire, serait le résultat de secousses régulières, orchestrées et méthodiques.

En d'autres termes, le régime en gestation doit, selon ses vues primaires, conserver les bonnes choses du capitalisme et en éliminer les mauvaises. Com-

me si notre archaïque système en vigueur n'avait depuis longtemps perdu les valeurs historiques qui le hissaient dans le passé aux sommets des nécessités sociales !

L'Etat provient du renversement soudain des idées que se faisaient voici à peine dix ans — les hommes sur les régimes en général et sur le capitalisme en particulier. Ils se sont brutalement aperçu que les organisations sociales n'étaient pas immuables, intangibles et qu'elles subissaient le sort des mortels et disparaissaient. Qu'il d'annonçait alors que, mal remis de leur émotion due à cette fulgurante vérité, ils n'avaient encore eu le temps d'y réfléchir à loisir ? Eberlués — abasourdis même par le choc sans préparation — les peuples essayent péniblement de dompter les idées nouvelles, et partent de leurs maux et de leur compréhension actuelle, de l'agonisant capitaliste en vue de les utiliser pour la construction du régime futur.

C'est la loi du moindre effort dans toute impuissance et aussi dans la nouveauté désastreuse. Car le nouveau régime ne résoudra rien, sera d'une décevante monumentalité que ce soit dans le domaine idéologique ou matériel. Constatant des institutions néfastes du capitalisme, s'appuyant forcément sur l'ordre existant, c'est-à-dire se protégeant contre les aspirations populaires par la police et la magistrature, entretenant la ruineuse armée pour l'ordre extérieur et intérieur, réclamant l'appui d'une religion abrutissante et tentaculaire, sans laquelle aucun Etat ne peut gouverner, les difficultés mortelles qui hantent la fin de notre régime actuel, se

retrouvent inévitablement sous les pas de l'Etat-marxiste, l'Etat-partout. Les conditions politiques auront changé. Les conjonctures économiques seront les mêmes qu'avant la mort du capitalisme. Comment pourrait-il en être autrement ? Les causes ont persisté, n'auront pas été détruites ! Chômage, misère, prostitution, ivrognerie, maladies sociales, paupérisme, favoritisme, inconscience et irresponsabilité, sans oublier la guerre extérieure, toutes ces calamités dont le capitalisme meurt, se retrouveront, intactes et triomphantes, au berceau de l'héritier marxiste. Et si nous examinons les répercussions sur le terrain idéologique, quel désastre dangereux !

Des espoirs, légitimes et naturels, foudroyés aux pieds de l'immonde brute étatique, envahie d'une puissance récente et sans rivale. Que d'abandons découragés, l'élite sociale ne sera-t-elle clairsemée ? Par élite, nous entendons parler de cette sélection normale, non faussée par le jeu des intérêts économiques, où toutes classes confondues, la mainœuvre intelligente instruite l'ingénieur éduqué et réciproquement.

L'Etat-marxiste restera impuissant devant les problèmes fondamentaux de la vie et ne pourra expier que les « affaires courantes », retrouvant les affaiblissements usés du capitalisme privé, ses palliatifs et son étouffement d'action sociale. Car, ne l'oublions pas, l'autorité est la manifestation la plus éclatante de l'incapacité sociale.

L'U. R. S. S. en est l'exemple le plus irréfutable. Hélas, son économie nationale est restée politique et n'a subi aucune atteinte de la révolution. Patronant l'Etat et imposant son succès, sous des masques divers, à l'indéfini, le régime tsariste. Le trouble continue à peser d'un poids étouffant sur toutes les activités, non seulement économiques, mais aussi sur les aspirations sociales. Proletaires et intellectuels sont ensevelis sous les contraintes matérielles et idéologiques.

C'est que l'insurrection de 1917, née de circonstances matérielles, n'avait été précédée par une préparation « négative », destructrice des préjugés sociaux néfastes. Faute de s'être arrêtée sur la propagation d'un anéantissement complet des idées-erreurs, faute d'avoir créé le « climat » indispensable à la révolution de 1917 devait être fatalement, inévitablement, escamotée.

Raymond LAURENT

Mais déjà, les instituteurs consacrent leurs leçons et activités à la partie de leur traitement, à commencer une réforme qui doit permettre au prolétariat de prendre conscience.

Charles MALPAYE.

La Cour d'Assises de la Seine vient de condamner aux Travaux Forcés à perpétuité, Roger Rouy, 39 ans.

Un soir, quasi de Jemmapes, des agents surpris deux individus en train de voler des pneus. Des coups de feu se croisent dans la nuit. Un agent est tué. Les voleurs de pneus parviennent à s'enfuir.

Plusieurs heures après, on arrête deux frères Roger et Lucien Rouy. Jamais leur présence sur les lieux n'a été établie.

Qu'importe. Ce n'est pas cela qui compte. Roger Rouy, qui passe aujourd'hui seul en Cour d'Assises, son frère ayant été abattu, alors qu'il tentait de s'évader de prison, est le petit-fils d'un bagnard, le fils d'un alcoolique actuellement en prison pour vol. De plus, il sort d'une maison de « redressement ». C'est la société qui ouvre les maisons de redressement, mais c'est l'enfant qui est responsable de la façon dont il y a été élevé. C'est bien naturel.

Avec une telle généalogie, on ne va pas loin. A Sparte, on punissait de mort l'enfant qui, par ses actions, faisait honneur à son père. Aujourd'hui, on attend qu'ils aient atteint leur majorité, et qu'après avoir passé leur jeunesse dans des sortes de bagne, ils réapparaissent de près ou de loin au signalement d'un quelconque gangster.

C'est la même chose, avec l'hypocrisie en plus. L'hypocrisie, première vertu bourgeoise, allègrement adoptée par la démocratie.

Enfin, l'Etat. L'Etat, l'Etat, il doit s'entendre dans ce sens d'hypocrisie, sous peine de malentendus, dont les conséquences peuvent aller jusqu'à la peine capitale.

Mais ce n'est pas là que nous voulons en venir. Voler des pneus, c'est peut-être très mal, mais un agent, c'est peut-être très mal, nous le reconnaissons bien volontiers, malgré le peu de considérations que nous avons pour cette sorte d'individus. Il en faut dans une société bourgeoise. Il faut bien qu'elle se défende, la dite société, et nous sommes trop beaux joueurs pour lui demander de nous céder la place par pure philanthropie.

Il faut bien, d'autre part, que tous ceux qui sont incapables de travailler de leurs mains ou de leur cerveau trouvent une occupation lucrative et peu fatigante dans l'armée ou dans la police. Nous attendons le premier tournant pour les retrouver.

Volier, tuer, tout cela est très mal, mais, d'accord. Encore faudrait-il, avant de condamner quelqu'un, s'assurer de sa culpabilité.

Encore faudrait-il, au si, par souci de la sacro-sainte égalité, pendre aux réverbères de la Place de la Bastille les dix ou douze trafiquants notoirement compromis dans les divers scandales de la farine, du lait condensé, de la viande, du vin et des textiles, pour n'en citer que quelques-uns.

On avait entendu dire que M. Farva avait obtenu la peine de mort pour les trafiquants. Un bonbard, sans doute.

Il avait aussi menacé de partir, à grand fracas, s'il n'obtenait pas la promulgation de cette loi. Il est toujours là. Tout cela, ça manque un peu de logique.

Malgré tout, par une telle mesure, le Gouvernement et la société actuelle arriveraient peut-être à regagner une partie de la confiance du peuple. Nous n'y tenons pas particulièrement.

retrouvent inévitablement sous les pas de l'Etat-marxiste, l'Etat-partout.

Les conditions politiques auront changé. Les conjonctures économiques seront les mêmes qu'avant la mort du capitalisme. Comment pourrait-il en être autrement ? Les causes ont persisté, n'auront pas été détruites ! Chômage, misère, prostitution, ivrognerie, maladies sociales, paupérisme, favoritisme, inconscience et irresponsabilité, sans oublier la guerre extérieure, toutes ces calamités dont le capitalisme meurt, se retrouveront, intactes et triomphantes, au berceau de l'héritier marxiste. Et si nous examinons les répercussions sur le terrain idéologique, quel désastre dangereux !

Des espoirs, légitimes et naturels, foudroyés aux pieds de l'immonde brute étatique, envahie d'une puissance récente et sans rivale. Que d'abandons découragés, l'élite sociale ne sera-t-elle clairsemée ? Par élite, nous entendons parler de cette sélection normale, non faussée par le jeu des intérêts économiques, où toutes classes confondues, la mainœuvre intelligente instruite l'ingénieur éduqué et réciproquement.

L'Etat-marxiste restera impuissant devant les problèmes fondamentaux de la vie et ne pourra expier que les « affaires courantes », retrouvant les affaiblissements usés du capitalisme privé, ses palliatifs et son étouffement d'action sociale. Car, ne l'oublions pas, l'autorité est la manifestation la plus éclatante de l'incapacité sociale.

L'U. R. S. S. en est l'exemple le plus irréfutable. Hélas, son économie nationale est restée politique et n'a subi aucune atteinte de la révolution. Patronant l'Etat et imposant son succès, sous des masques divers, à l'indéfini, le régime tsariste. Le trouble continue à peser d'un poids étouffant sur toutes les activités, non seulement économiques, mais aussi sur les aspirations sociales. Proletaires et intellectuels sont ensevelis sous les contraintes matérielles et idéologiques.

C'est que l'insurrection de 1917, née de circonstances matérielles, n'avait été précédée par une préparation « négative », destructrice des préjugés sociaux néfastes. Faute de s'être arrêtée sur la propagation d'un anéantissement complet des idées-erreurs, faute d'avoir créé le « climat » indispensable à la révolution de 1917 devait être fatalement, inévitablement, escamotée.

Raymond LAURENT

Mais déjà, les instituteurs consacrent leurs leçons et activités à la partie de leur traitement, à commencer une réforme qui doit permettre au prolétariat de prendre conscience.

Charles MALPAYE.

La Cour d'Assises de la Seine vient de condamner aux Travaux Forcés à perpétuité, Roger Rouy, 39 ans.

Un soir, quasi de Jemmapes, des agents surpris deux individus en train de voler des pneus. Des coups de feu se croisent dans la nuit. Un agent est tué. Les voleurs de pneus parviennent à s'enfuir.

Plusieurs heures après, on arrête deux frères Roger et Lucien Rouy. Jamais leur présence sur les lieux n'a été établie.

Qu'importe. Ce n'est pas cela qui compte. Roger Rouy, qui passe aujourd'hui seul en Cour d'Assises, son frère ayant été abattu, alors qu'il tentait de s'évader de prison, est le petit-fils d'un bagnard, le fils d'un alcoolique actuellement en prison pour vol. De plus, il sort d'une maison de « redressement ». C'est la société qui ouvre les maisons de redressement, mais c'est l'enfant qui est responsable de la façon dont il y a été élevé. C'est bien naturel.

Avec une telle généalogie, on ne va pas loin. A Sparte, on punissait de mort l'enfant qui, par ses actions, faisait honneur à son père. Aujourd'hui, on attend qu'ils aient atteint leur majorité, et qu'après avoir passé leur jeunesse dans des sortes de bagne, ils réapparaissent de près ou de loin au signalement d'un quelconque gangster.

C'est la même chose, avec l'hypocrisie en plus. L'hypocrisie, première vertu bourgeoise, allègrement adoptée par la démocratie.

Enfin, l'Etat. L'Etat, l'Etat, il doit s'entendre dans ce sens d'hypocrisie, sous peine de malentendus, dont les conséquences peuvent aller jusqu'à la peine capitale.

Mais ce n'est pas là que nous voulons en venir. Voler des pneus, c'est peut-être très mal, mais un agent, c'est peut-être très mal, nous le reconnaissons bien volontiers, malgré le peu de considérations que nous avons pour cette sorte d'individus. Il en faut dans une société bourgeoise. Il faut bien qu'elle se défende, la dite société, et nous sommes trop beaux joueurs pour lui demander de nous céder la place par pure philanthropie.

Il faut bien, d'autre part, que tous ceux qui sont incapables de travailler de leurs mains ou de leur cerveau trouvent une occupation lucrative et peu fatigante dans l'armée ou dans la police. Nous attendons le premier tournant pour les retrouver.

Volier, tuer, tout cela est très mal, mais, d'accord. Encore faudrait-il, avant de condamner quelqu'un, s'assurer de sa culpabilité.

Encore faudrait-il, au si, par souci de la sacro-sainte égalité, pendre aux réverbères de la Place de la Bastille les dix ou douze trafiquants notoirement compromis dans les divers scandales de la farine, du lait condensé, de la viande, du vin et des textiles, pour n'en citer que quelques-uns.

On avait entendu dire que M. Farva avait obtenu la peine de mort pour les trafiquants. Un bonbard, sans doute.

Il avait aussi menacé de partir, à grand fracas, s'il n'obtenait pas la promulgation de cette loi. Il est toujours là. Tout cela, ça manque un peu de logique.

Malgré tout, par une telle mesure, le Gouvernement et la société actuelle arriveraient peut-être à regagner une partie de la confiance du peuple. Nous n'y tenons pas particulièrement.

Les inquiétudes de la papauté

L'Eglise, comme tout le monde, n'est pas insensible aux influences extérieures psychologiques, si sa capacité d'y résister est plus forte que partout ailleurs. Elle qui atteint la mosse du sticlé : le dynamisme, et y fait face avec toute la force d'inertie et de patience qui est l'une de ses caractéristiques et de son originalité — non enviable.

Longtemps, très longtemps, de 800 à 1870, elle résista, par ainsi dire, immobile, figée dans la tradition et la routine, entourée de l'estime générale des gouvernements, dont le degré de sympathie est secondaire étant le résultat, non de convictions sincères, mais d'opportunisme politique ou, autrement dit, de l'actualité de l'époque.

A partir de 1870, un fait nouveau ouvre pour elle une ère de désagréments : c'est le geste — révolutionnaire en fait et en soi — de l'abolition par le gouvernement, exactement, par la Maison de Savoie, de ses biens territoriaux, temporels. Le fait est révolutionnaire en ce sens qu'il bouscule un millénaire de choses établies, reconnues et approuvées. Il l'est encore, parce qu'il ose braver un pouvoir public nombreuse, considérable et — à plus d'un titre — très fort.

Il ne reste plus à la Papauté, que le Vatican, dont les Papes qui se succèdent et font une sorte de réclusion volontaire, le Palais du LATRAN qui sera providentiel — sans le mot — en 1929. A chaque accession au Trône du Saint-Siège le nouveau pape déclarera ne pas en admettre le bien-fondé et la reconnaissance juridique. Nous verrons bientôt que ces déclarations rituelles, si elles sont répétées, pourraient être considérées comme une marque supplémentaire de la routine ecclésiastique, avait leur raison d'être.

DU COMMISSAIRE DE POLICE DES « BORGHIS » AU BARON MONTI.

Il faut bien, cependant que de 1870 à 1929 des relations s'établissent entre le Saint-Siège et les gouvernements italiens. Les rapports officiels étant inexistant, par suite de l'obstination des papes à se considérer spirituellement par le geste de 1870, des fonctionnaires inattentifs furent employés en qualité d'intermédiaires. A Rome ce fut le commissaire de police du quartier voisin du Vatican — les Borghis — qui recevait et exécutait les consignes concernant les problèmes administratifs exigeant une solution.

Le Saint-Siège pouvait y voir un symbole consacrant sa perte de puissance réelle, positive, matérielle et épiloguer tristement sur la dureté des temps, regretter l'époque heureuse où son pouvoir temporel égalait le spirituel.

Pour les questions concernant précisément ce domaine dont les bienfaits étaient reconnus implicitement par les gouvernements italiens, c'était le procureur des cultes du gouvernement qui servait d'intermédiaire. Un certain baron Monti y acquit une réputation véritable. Mais l'emploi de ce haut fonctionnaire impliquait évidemment la non-sincérité des sentiments antérieurs des gouvernements et les bienfaits dont nous parlons sont d'ordre psychologique et au bénéfice exclusif des dirigeants italiens. L'Eglise italienne — qui avait conservé, elle, tous ses droits — était absolument indispensable pour enseigner cet esprit de soumission en conformité avec l'idéologie religieuse — n'est à même d'imposer ses volontés.

L'EVOLUTION CONTRE L'EGLISE

La longue période où le pouvoir temporel du Saint-Siège fut mis en échec complet, effaça le souvenir même de ce pouvoir passé : sa nécessité, jugée cependant si évidente pendant mille ans, disparait des idées. Peut-être y avait plus, par exemple, tout d'abord, de l'acclimation progressive de l'évolution idéologique : mille ans de consécration, d'habitude et d'accoutumance à une loi établie et, en regard, quelques décades seulement pour déraciner cette erreur ancestrale ? Les institutions, d'autre part, dévotement caduques, périmées, effondrées sans résistances réelles, ne peuvent résister efficacement à l'usure du temps et au progrès de toute sorte : l'absuraité du pouvoir temporel du Saint-Siège, autrefois presque unanimement admis sans discussion, s'effondre sans résistance réelle au moindre zéphir alors qu'elle devait résister aux plus violentes tempêtes.

Cette constatation met en pleine lumière cette vérité de tous temps : le précurseur, jugé par ses contemporains comme visionnaire, n'est simplement le précurseur de ce qui existait de l'avenir, plus ou moins éloigné.

Le pouvoir temporel disparaît donc et dans les faits et dans les esprits, ne laissant au Saint-Siège que le pouvoir spirituel. Il y a là, tout d'abord, un nécessaire de s'y adapter, car l'événement gros de conséquences parce que symptomatique : la disparition de la puissance temporelle de l'Eglise annonce une évolution — lente tout d'abord, mais — comme toute évolution spirituelle, tendant à la modernité.

Nous, nous sommes progressés... Nous, nous n'agissons pas comme les autres salauds... Nous, nous ne flatons pas la clientèle... Et le lecteur, bien que désapprouvant, est en mesure de savoir que son journal ne s'est pas conduit comme les concurrents, ceux de la « presse pourrie », car il y a toujours une partie de la presse qui est pourrie vis-à-vis de l'autre.

Eh bien, « Le Parisien Libéré », lui, a résolu la question. C'est la conscience ne l'a nullement humilié, il a cherché à satisfaire les consciences délicates et les cœurs sadiques.

On peut donc lire dans le numéro du 25 octobre, en manchette : « Ils furent les pires criminels », mais « Le Parisien Libéré » se refuse par dignité (soulignée) à représenter leurs faces réduites par la mort. Parfait, très bien, belle conscience...

Vous déliez le journal et en 7 x 5, vous apercevez la face « révoltée par la mort » de Kérel, le plus affreux, le plus ensanglanté de tous.

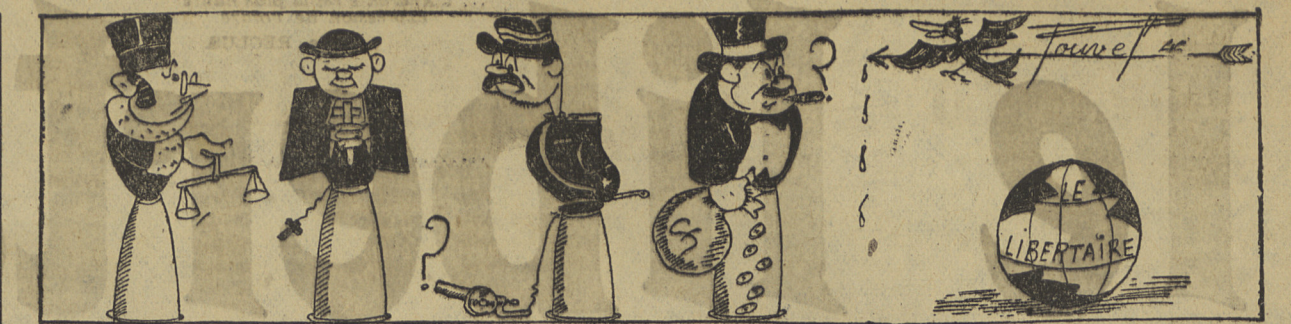
Comprendra qui pourra. On est fort au « Parisien » et pour les photos on ne craint personne, pour les légendes non plus :

« Un témoin montre la direction dans laquelle s'est ent l'assassin. » « Ainsi se pencha le meurtrier par la fenêtre, etc... »

Toutefois, l'auteur de l'article en convient :

« — Certes, écrit-il, en parcourant des lignes, nos lecteurs verront deux illustrations, également anonymes (1).

André PIKARH.



Ils ont des yeux... et ne voient pas

Si l'on en croit la mythologie, Argus était un héros de l'antiquité arguait la généreuse nature avait été favorable en lui accordant une bonne centaine d'yeux dont cinquante demeuraient constamment ouverts.

On conçoit avec aisance les avantages que pouvait présenter pour lui cette abondance de possibilités optiques.

Rien ne savait échapper à sa vue. Frappée par une aussi fabuleuse particularité, l'imagination populaire ne tarda pas à utiliser le nom d'Argus comme synonyme de personnage clairvoyant, bien renseigné.

Les journalistes à leur tour ne manquèrent pas l'occasion de se servir de ce personnage mythologique pour pallier à leur privation de facultés créatrices bien connue.

Bientôt tous les organes de Paris et de province comptèrent chacun son Argus.

Pour quelles raisons l'honorable

département de l'Ain n'aurait-il pas le sien ?

Il l'a, rassurez-vous. Malheureusement, entre l'Argus de « L'Eclair de l'Ain » (un éclair qui n'a au reste rien de commun avec la clarté, puisqu'il est éteint) et celui de l'antiquité existe une petite différence.

Le véritable Argus, lui, voyait de tous ses yeux.

Son pale imitateur de Bourg-en-Bresse est complètement myope. Non seulement des yeux qu'il a usurpés, mais encore de ses yeux propres.

Ce qui pour un Argus s'avère bien fâcheux et l'oblige à commettre de très déplorables bévues.

Ainsi ce malheureux infirme se demande d'où a bien pu sortir l'argent qui a présidé à la fabrication des innombrables affiches publiées à Bourg-en-Bresse sous les auspices d'une certaine fédération anarchiste et naturellement, il conclut selon la tradition en suggérant que

les fonds de la réaction ont sans doute prêté leur concours à cette léninisme.

Minable Argus que celui qui ne voit même pas que la rituelle, mais honnête pauvreté financière du mouvement anarchiste oblige ses animateurs à obvier à cet inconvénient en utilisant la quatrième page du « Libéraire » comme affiche électorale.

Argus de Bourg-en-Bresse ; un bon conseil.

Achetez des lunettes.

Il existe à Paris des opticiens universellement réputés.

Consultez-les.

Certes, cette initiative entraînera de grosses dépenses vu le nombre élevé de vos organes visuels.

Mais, depuis que votre patron — le grand parti — entretient des relations sexuelles ou plutôt homosexuelles avec le capitalisme, il se trouve en mesure d'acquiescer les dépenses les plus importantes. N'hésitez pas.

Géo CEDILLE.

A MENTEURS, MENTEUR ET DEMI

« Peu de gens savent apprécier à son juste titre l'élevation de la profession, de la mission du dentiste », a déclaré Pie XII dans un éditorial qui demeura un chef-d'œuvre du genre.

Nous ne savons pourquoi le pape a un tel goût des dentistes.

Il aurait-il un point commun entre les arroseurs de dents et son auguste personne ?



HISTOIRE DE FOUS

Un amoureux, « avec tendances de déséquilibre pathologique », possesseur de l'« a », tout récemment logé trois balles dans le corps de sa bien-aimée.

Un témoin, le médecin psychiatre, Courrou, entendu par la Cour, conseilla aux juges de formuler un verdict thérapeutique. Ce verdict consistait à recommander au meurtrier... tenez vous bien... un engagement dans l'armée !

Cette histoire de fous n'est pas, comme on peut en juger, dépourvue de toute logique !



TOUTE LA GAMME DES COULEURS

A propos du scandale du gros rouge, et du blanc de blanc, M. Farva en fait voir de toutes les couleurs à M. Govin.

Ce dernier sortira-t-il blanc de cette affaire ?

En tout cas, ses amis du « Populaire » ont vu rouge et lardent de flèches au curage le ministre du Ravitaillement qui,

le revendit au marché noir, mais plutôt pour en faire bénéficier les nonnes de la maison-mère sise à 20 kilomètres de là.

Une partie de ces stocks, à moitié moisie, a été découverte dernièrement. Vous croyez peut-être qu'on a flâné les « saintes filles » à la porte ? Il ne faudrait pas confondre les « bonnes sœurs » avec de vulgaires infirmières laïques. Si elles partent un jour ce sera de leur plein gré, outre des procédés employés à leur égard. Pensez donc, on est allé jusqu'à leur retirer les clefs des réserves et même on faisait blâmer ces filles du Seigneur. Quel sacrilège !

Le camarade ministre devrait s'occuper un peu plus sérieusement des fous, je ne parle pas ici des adhérents du grand parti, mais des internés de tous les jours.

Profitant de l'inspiration acquise tout long de sa promenade parmi les fous, le ministre P. C. déballa sa camelote électorale et manifesta le regret de ne pouvoir rester plus longtemps dans ce délicieux pays, ce pays vraiment charmant qu'il... ce pays si charmant que... Thiamir, député P. C. F. du département, cru devoir s'exprimer sur son camarade de liberté et déplora de ne pouvoir établir son P. C. dans cette localité tellement sympathique, tellement accueillante, etc...

Nous ne savons si cette débâcle de superlatifs fera l'effet espiéré sur les électeurs, mais il y a une chose certaine : pour une fois, nous sommes d'accord avec ces marchands de boniments. Il est regrettable en effet qu'ils ne puissent s'installer définitivement dans ce tellement délicieux pays qu'ils... que... Leur place est bien à Leyme — à l'aise — Les malheureux internés ne risquent pas grand chose à leur contact. Il est même regrettable qu'ils n'y aient pas été enfermés plus tôt. En 1941, par exemple.

Ils y seraient probablement morts de sous-alimentation, comme une bonne partie des malades et à l'heure actuelle ils ne feraient plus subir à des gens qui ne leur ont rien fait le supplice de leurs discours. Ils auraient été à même de juger la curieuse gestion des sœurs qui stockaient impunément pâtis, fils, mais, saumon, chocolat, son, etc... Oh ! pas

le revendeur au marché noir, mais plutôt pour en faire bénéficier les nonnes de la maison-mère sise à 20 kilomètres de là.

Une partie de ces stocks, à moitié moisie, a été découverte dernièrement. Vous croyez peut-être qu'on a flâné les « saintes filles » à la porte ? Il ne faudrait pas confondre les « bonnes sœurs » avec de vulgaires infirmières laïques. Si elles partent un jour ce sera de leur plein gré, outre des procédés employés à leur égard. Pensez donc, on est allé jusqu'à leur retirer les clefs des réserves et même on faisait blâmer ces filles du Seigneur. Quel sacrilège !

Le camarade ministre devrait s'occuper un peu plus sérieusement des fous, je ne parle pas ici des adhérents du grand parti, mais des internés de tous les jours.

Profitant de l'inspiration acquise tout long de sa promenade parmi les fous, le ministre P. C. déballa sa camelote électorale et manifesta le regret de ne pouvoir rester plus longtemps dans ce délicieux pays, ce pays vraiment charmant qu'il... ce pays si charmant que... Thiamir, député P. C. F. du département, cru devoir s'exprimer sur son camarade de liberté et déplora de ne pouvoir établir son P. C. dans cette localité tellement sympathique, tellement accueillante, etc...

Nous ne savons si cette débâcle de superlatifs fera l'effet espiéré sur les électeurs, mais il y a une chose certaine : pour une fois, nous sommes d'accord avec ces marchands de boniments. Il est regrettable en effet qu'ils ne puissent s'installer définitivement dans ce tellement délicieux pays qu'ils... que... Leur place est bien à Leyme — à l'aise — Les malheureux internés ne risquent pas grand chose à leur contact. Il est même regrettable qu'ils n'y aient pas été enfermés plus tôt. En 1941, par exemple.

Ils y seraient probablement morts de sous-alimentation, comme une bonne partie des malades et à l'heure actuelle ils ne feraient plus subir à des gens qui ne leur ont rien fait le supplice de leurs discours. Ils auraient été à même de juger la curieuse gestion des sœurs qui stockaient impunément pâtis, fils, mais, saumon, chocolat, son, etc... Oh ! pas

le revendeur au marché noir, mais plutôt pour en faire bénéficier les nonnes de la maison-mère sise à 20 kilomètres de là.

Une partie de ces stocks, à moitié moisie, a été découverte dernièrement. Vous croyez peut-être qu'on a flâné les « saintes filles » à la porte ? Il ne faudrait pas confondre les « bonnes sœurs » avec de vulgaires infirmières laïques. Si elles partent un jour ce sera de leur plein gré, outre des procédés employés à leur égard. Pensez donc, on est allé jusqu'à leur retirer les clefs des réserves et même on faisait blâmer ces filles du Seigneur. Quel sacrilège !

Le camarade ministre devrait s'occuper un peu plus sérieusement des fous, je ne parle pas ici des adhérents du grand parti, mais des internés de tous les jours.

Profitant de l'inspiration acquise tout long de sa promenade parmi les fous, le ministre P. C. déballa sa camelote électorale et manifesta le regret de ne pouvoir rester plus longtemps dans ce délicieux pays, ce pays vraiment charmant qu'il... ce pays si charmant que... Thiamir, député P. C. F. du département, cru devoir s'exprimer sur son camarade de liberté et déplora de ne pouvoir établir son P. C. dans cette localité tellement sympathique, tellement accueillante, etc...

Nous ne savons si cette débâcle de superlatifs fera l'effet espiéré sur les électeurs, mais il y a une chose certaine : pour une fois, nous sommes d'accord avec ces marchands de boniments. Il est regrettable en effet qu'ils ne puissent s'installer définitivement dans ce tellement délicieux pays qu'ils... que... Leur place est bien à Leyme — à l'aise — Les malheureux internés ne risquent pas grand chose à leur contact. Il est même regrettable qu'ils n'y aient pas été enfermés plus tôt. En 1941, par exemple.

Ils y seraient probablement morts de sous-alimentation, comme une bonne partie des malades et à l'heure actuelle ils ne fera

PROBLEMES

ESSENTIELS

LE FÉDÉRALISME ANARCHISTE

L'association d'usagers dans la commune libre

Entre autres tâches urgentes dont devra s'acquitter la Révolution après avoir détruit le patronat et l'Etat, il lui reviendra d'assurer le bon fonctionnement des Services Publics.

Le bien-être de la population ne réside pas seulement dans la solution des problèmes de la production, de la distribution et des échanges, mais aussi dans l'usage qu'elle peut faire des commodités qui, contribuant à rendre la vie facile, permettent à l'individu de s'être aussi diminué que possible et aux individus de communiquer les uns avec les autres sans difficulté matérielle.

Parmi ces services publics (eau, électricité, transports, etc.) il y en a de deux sortes : les uns qui sont destinés à servir toute la collectivité, bien que l'usage qu'en fait chaque individu soit strictement personnel. Une réserve est cependant nécessaire quant au caractère public qui leur est attribué car, à part l'usage des routes qui est absolument gratuit et par conséquent à la portée de tous, l'usage qui peut en être fait est proportionné aux sommes d'argent dont dispose l'usager éventuel. (Quinquette au prolétaire de Marseille qui y ait de nombreux trains pour se rendre de sa ville à Paris n'a jamais les moyens de se payer ce voyage...)

Apparemment, tous les travaux entrepris actuellement pour améliorer ces services ont pour objet la commodité publique sans distinction de classe. Or, en réalité, ils visent à trois buts, variant selon les circonstances :

1° Satisfaire une classe privilégiée qui, ayant au cœur de l'administration ou dans la politique de solides appuis, a fait connaître ses desiderata ;

2° La réalisation de bénéfices certains par des entreprises ayant sollicité des commandes ; lesquels, en retour, avant de récompenser les personnes haut placées (parlementaires, hommes d'Etat ou administrateurs), auxquels ils doivent d'assez précieuses sources de profits ;

3° Prévenir l'agitation pouvant être provoquée par des revendications exercées sur les pouvoirs publics par les couches populaires afin d'obtenir des améliorations. (Si ces couches populaires infortunées sont parfois écoutées, c'est qu'elles ont pratiqué — ou menacé de pratiquer — l'action directe, en faisant la démonstration de leur force, mais le cas est malheureusement trop rare).

Si l'on retient que de ces trois buts, les deux premiers sont en considération (car les couches défavorisées de la population ne recourent, dans ce genre d'affaire, que rarement à l'action directe), on se rend aisément compte que les améliorations, apportées visent bien plus à satisfaire les intérêts particuliers des privilégiés qu'à faciliter l'existence de toute la collectivité. Une minorité soumise à l'arbitraire d'un dirigeant étant couramment écoutée par les gestionnaires de ce qu'il est convenu d'appeler le bien public, la liberté individuelle n'est, ici encore, qu'une fiction.

Dans la commune anarchiste, toutes les grandes administrations sont prises par les organisations syndicales, dont elles ressortissent professionnellement. Le syndicalisme étant alors devenu l'élément constructeur d'une économie nouvelle, le syndicat deviendra, dans sa sphère respective, la section administrative responsable d'une bonne marche du service public dont il aura la charge. Toutes les sections administratives auront entre elles des liens organiques et seront fédérées localement, régionalement, et internationalement. Un organisme de liaison (la Fédération des services publics) rassemblera les rapports entre tous ces services.

Déjà groupés entre eux, ils seront intégrés à l'économie générale par le

canal des conseils économiques, et à tous les échelons.

Pour éviter toute confusion dans les termes, précisons que nous n'appelons point ces organisations des « coopératives de production », — bien que ne groupant que des travailleurs en activité — car cette appellation sous-entend par la chose qu'elle désigne la production de produits consommables. Or, si le travail nécessaire au bon fonctionnement des services publics est aussi considérable que celui des autres branches, il n'en est pas moins vrai que ce travail donne un produit immédiatement consommable (sous la forme des services qu'il rend), et par conséquent bien particulier.

Ce qui caractérisera la nouvelle forme de gestion des services publics et leur donnera des bases essentiellement populaires, ce seront les Associations d'usagers par lesquelles la population fera connaître ses besoins et, de ce fait, constitueront le guide de la production de ce genre de services. Les associations de ce genre seront constituées (associations auxquelles nul ne sera tenu d'appartenir) et grouperont les usagers d'un ou de plusieurs de ces services. Elles se réuniront périodiquement et, au cours de leurs séances, les usagers exposeront les améliorations devant être apportées dans l'intérêt commun. Tous les points de vue y seront confrontés, enrichis d'innombrables initiatives individuelles. Il en résultera naturellement un sens, utilement élevé ainsi qu'une connaissance approfondie du minimum social.

L'association d'usagers jouera ici un rôle équivalent à celui de la coopérative de consommation dans la distri-

bution. Les diverses associations d'usagers, groupées entre elles à tous les échelons, feront connaître les besoins de la population chacune dans son champ d'action respectif ; besoins qui seront satisfaits au prorata des possibilités du moment. On ne verra donc plus de travaux entrepris pour des besoins quasi inexistantes (ce qui aboutit à un gaspillage d'efforts), mais au contraire, seuls seront pris en considération les aménagements, les créations dont la population aura proclamé la nécessité.

Pour des entreprises dépassant le cadre communal, les associations de toutes les communes intéressées, grâce à leurs liens, pourront étudier entre elles les problèmes et la solution ne pourra être qu'intercommunale, voire interrégionale (ce sera souvent le cas pour la voirie, les chemins de fer ou l'électricité).

Le capitalisme ne sera plus là pour mettre fin à l'extension de nouvelles couches populaires, disons même à toute la population — des avantages que peuvent donner la technique moderne et ses immenses possibilités de production. Le ressort de l'économie ne sera plus le mécanisme, la vue et le contrôle du mécanisme, le fonctionnement du profit, car le ressort sera le besoin.

Quant à l'Etat, que viendrait-il faire dans cette nouvelle organisation ? Alors qu'il ne pourrait qu'imposer ses vues et compliquer le mécanisme, la vue et le contrôle des masses populaires, ne fera que condamner les diverses activités pour leur donner plus de vigueur.

André DEVAL.

Vote et Révolution

Suite de la 1^{re} page

de se mettre sous leur joug, pour éviter la dictature. Un patron rapace fera supporter des charges de salaires en rapatriant aux mécontents que des hommes sont à la porte. Et la voix des hommes d'Etat s'élèvera pour dire : « Travailler ! sinon vous aurez la guerre ! »

La peur est la psychologie qui permet d'associer les hommes. L'homme qui vote a peur en ne votant pas d'aller vers la pire. Mais le pire n'est-ce pas de renouveler toujours le même gâchis qui consacre l'inégalité sociale et l'injustice ? Le pire, n'est-ce pas cette folie sempiternelle, en des impôts ? N'est-ce pas de donner sa confiance en des bon Quichottes, flagorneurs ou irascibles selon les circonstances, qui se brutalisent avec des mots dans les hémicycles pour se serrer la main à la sortie ou ôter en société ? Le pire, n'est-ce pas de consacrer l'inégalité sociale et l'injustice ? Le pire, n'est-ce pas cette folie sempiternelle, en des impôts ? N'est-ce pas de donner sa confiance en des bon Quichottes, flagorneurs ou irascibles selon les circonstances, qui se brutalisent avec des mots dans les hémicycles pour se serrer la main à la sortie ou ôter en société ?

Ne nous restait-il plus que notre conviction en l'évolution ? Infaillible sans doute, mais elle ne servirait de nous. Nous aurions même plus la force de lutter tant la bêtise nous paraît indécidable.

Energiquement antiparlementaires, nous n'avons pas changé d'un iota. Nous ne jouons pas aux stratégies des grands partis qui trouvent toujours la bonne voie.

Si la grande partie de la société boude à nous suivre, ne tourne-t-elle pas pour cette raison le dos à son bonheur qu'elle peut et doit faire elle-même ?

Avec quelle satisfaction les consciences d'esclaves vous jettent à la face : « ce que vous voulez, n'arrivera jamais. »

« Sans doute, pourrait-on leur répondre, avec des hommes qui, comme vous, attendent toujours les directives. Avec vous qui demain serez prêts à nous faucher à la mitrailleuse ou avec une arme plus moderne pour asséoir votre nouvel Etat ou le silence des cimetières sera la note cardinale ! »

Mais il n'est pas dit que vous triompherez parce que nombreux ne veulent pas bouger pour rien !

Il faut espérer que les grandes masses ne bougeront pas pour rien.

Electeur des dominaires, toujours'hui nous nous plaignons à croire que ceux qui font l'Histoire sont demain d'ardents révolutionnaires, qui ne reposent leur action que sur les ruines de toutes les dictatures. Cet effort doit être fait. Le bulletin de vote doit être dédié à la destruction du régime actuel, insistant ; il doit être dénoncé comme le moyen de déjouer en permanence l'ardeur révolutionnaire. Ceux qui le préchent dans les masses doivent être considérés plus réactionnaires que les réactionnaires.

Le prolétariat connaît ses ennemis mais il connaît mal ses ennemis qui forment les cadres de ses organisations ennemies odieuses au masque trompeur qui ne luttent pas pour le bien-être général mais pour établir un esclavage moderne capable de remplacer celui qui meurt !

L'antiparlementarisme gagnera en crédit avec les permanentes déceptions des masses toujours confiantes. Il faut donc peut-être du temps avant que les représentants cessent leur règne mais l'évolution sera immuable si les mêmes erreurs devaient s'inventer.

VIENT DE PARAITRE

« Histoire des Bourses du travail », ouvrage posthume de Fernand Pelloutier.

Prix 120 fr. En vente à la Librairie Sociale, 145, quai de Valmy.

COMMUNIQUE

En raison des augmentations successives qui se manifestent dans tous les domaines, le « REBELLE » (ex-insurgé) se voit dans l'obligation de cesser sa parution.

Nous remercions vivement les camarades qui ont contribué à la vie du journal, et conformément à l'engagement pris dans notre circulaire du 15 septembre, les derniers souscripteurs seront remboursés.

Suite de la 1^{re} page

usines et fabriquer des produits qui allaient aux nations alliées au titre des réparations. De cette façon, l'Allemagne a construit, avec notre argent, les usines et les machines qu'elle a employées à faire la seconde guerre mondiale. On ne peut, avec plus d'ingénuité, avouer la complicité du Gouvernement américain dans la préparation de la guerre.

Les responsabilités — et les responsables — de la deuxième guerre mondiale sont aussi d'ordre international. Ce n'est pas sans l'appui des milieux financiers internationaux que le docteur Stœckel pouvait recommander, aux industriels allemands réunis à Strasbourg, le 10 août 1944 : « La guerre ne peut plus être gagnée et (vous) devez prendre toutes mesures utiles pour préparer la campagne commerciale d'après-guerre. Chaque industriel doit établir des contacts et des alliances avec des firmes étrangères... »

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi à tel point qu'Hitler, qui avait signé, communément mars 1945, un décret « prévoyant la destruction totale de l'industrie allemande », l'annula le 29 du même mois devant les résultats

prodigieux réalisés. Les dirigeants de l'I.G. Farben s'installèrent dans les pays neutres avec 652 grands chefs d'industrie, dirigeant les 751 cartels allemands créés aux quatre coins du Monde, avec la complicité de la Haute Banque internationale. Et ce sont lord Vanstittard et sir William Beveridge qui dénoncent ce scandale !

Le professeur américain Eric Mann, dans son exposé du 13 juin à la Sorbonne, a pu préciser que : « La plupart des usines de Turquie, de l'Argentine, de la Suisse, de la Suède, de l'Espagne, du Portugal sont dirigées par des firmes allemandes ». Il est évident que ce transfert de capitaux, que cette invasion industrielle, n'ont pu se faire sans des complicités, hautes places, internationales...

En 1939 et en pleine guerre, la « Standard Oil Co. of New-Jersey » acheta à la G. I. Farben des brevets importants et nombreux. Acquiescée de servir de paravert à l'industrie chimique allemande et de l'être la propriétaire complaisante de ces acquisitions afin de les soustraire au sequestre des biens allemands, la « Standard » fut absoute par la Cour fédérale de New-York. Nous touchons ici, évidemment, aux maîtres de l'heure, aux maîtres du Monde, aux responsables ultimes des possibilités offertes en vue de la deuxième guerre et de son déclenchement par le nazisme.

Qui oserait maintenant affirmer que « justice est faite » par les pendaisons de Nuremberg ? Si les supplices des personnes responsables, ils ne furent que d'infimes et sanglantes marionnettes aux mains d'obscures et ténébreuses organisations financières et économiques mondiales. Les poteries de Nuremberg ne sont que soupapes de sûreté contre l'explosion de colère populaire. Mais elles appellent d'autres clients, d'autres responsables autres plus haut placés dans l'échelle des responsabilités que les familles manœuvrières nazies, si haut fussent-ils perchés.

Les poteries devaient — s'il fallait pendre tous les responsables réels du grand carnage — se dresser dans TOUS LES PAYS DU MONDE, car c'est la HAUTE BANQUE INTERNATIONALE QUI EST, EN RÉALITÉ, LE GRAND RESPONSABLE.

Commence-t-on à comprendre pourquoi nous affirmions que SEUL LE PEUPLE PEUT FAIRE JUSTICE ?

A ces preuves formelles de la complicité des Grands du régime, nous ajouterons, la semaine prochaine, celles concernant le Capitalisme lui-même.

MONDIUS.

CENTRE DE FORMATION SOCIALE

de la Fédération Anarchiste (Région Parisienne)

Séance du jeudi 7 novembre, à 20 h. 30, 10, rue de Lancry

AUX SOURCES DU FÉDÉRALISME

Remise aux élèves de textes sur lesquels ils auront à faire par écrit des développements. (Travail de composition et d'analyse).

Les camarades sont priés de se munir du nécessaire pour écrire.

Pour suivre les cours de l'exercice 1946-1947, faire une demande écrite et l'adresser au Centre de Formation Sociale, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). Pour recevoir le programme complet de ces cours, écrire à la même adresse.

MARIO.

FEDERATION ANARCHISTE

1^{re} Région. — Groupe d'Etudes Sociales de Puteaux, samedi 2 à 20 h. 30, salle du pontage à la Mairie, causette par le technicien sur l'énergie Atomique. Invitation cordiale aux sympathisants.

Groupe du 10^e. — Réunion du vendredi 9 novembre à 20 h. 30, 26 bis, rue Diderot. La campagne électorale. Présence indispensable.

Groupe du 5^e. — Réunion des sympathisants du vendredi 9 novembre à 20 h. 30, rue Cuvier (5^e). Métro Cuvier-Daubenton. Causette sur l'énergie Atomique. Les anarchistes et le syndicalisme.

Groupe Est. — Réunion des militants le vendredi 9 novembre à 20 h. 30, à Châteauneuf, ordre du jour : Propagande anti-Etat.

Groupe Ouest. — Une conférence aura lieu le vendredi 9 novembre à 20 h. 30, salle du Café « Le Relais », 72, avenue de Saint-Ouen. Métro Guy-Moquet. Sujet : la situation internationale par le camarade L. Poul. Tous les sympathisants et amis sont cordialement invités.

2^e Région. — Blanc-Mesnil : Pour la constitution d'un groupe les nombreux camarades de Blanc-Mesnil sont priés de se rendre à la réunion qui aura lieu samedi 10 novembre à 20 h. 30, café Auguste, 11, av. des Lilas à Blanc-Mesnil.

Groupe Banlieue Sud. — Réunion dimanche 10 novembre à 14 h. 30, rue de la Chapelle à Boulogne-Belle. Sujet : la situation internationale par le camarade L. Poul.

Groupe Paris-Centre. — Le groupe Paris-Centre est en formation. Il comprendra les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

3^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

4^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

5^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

6^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

7^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

8^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

9^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

10^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

11^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

12^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

13^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

14^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

15^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

16^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

17^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

18^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

19^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

20^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

21^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

22^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

23^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

24^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

25^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

26^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

27^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

28^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

29^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

30^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

31^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

32^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

33^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

34^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

35^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

36^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

37^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

38^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

39^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un pressenti ap. aux camarades et sympathisants susceptibles de nous donner des livres, de déposer ceux-ci lors de la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

40^e Région. — Groupe de Toulouse : Le groupe Ferdinand Pelloutier se réunira les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements et tiendra sa réunion constitutive, en plein centre de Paris, entre le 12 et le 17 novembre. La date exacte en sera indiquée dans le prochain « Libéraire ». Les camarades désireux d'être convoqués à cette réunion individuelle, adressent toute demande afin d'être convoqués au Secrétaire de la Région Parisienne, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

41^e Région. — Groupe de Marseille : 12^e région, Béziers. La prochaine réunion aura lieu le dimanche 10 novembre à 9 heures précises. Les sympathisants sont priés de se rendre à la réunion hebdomadaire chaque jeudi, à 19 heures, salle S. A. rue de la Barre, au fond de la cour.

42^e Région. — Groupe de Saint-Etienne : Les Amis du Monde Nouveau. Formation de la banlieue. Il est fait un press

FEDERATION ANARCHISTE

Travailleurs !

Des méthodes d'oppression étatique viennent d'être adoptées sous le nom de *Constitution*, au milieu de l'indifférence et du dégoût général.

Les politiciens de toutes nuances vous appellent de nouveau à participer à la comédie qui doit leur laisser, pendant cinq ans, les mains libres pour continuer leurs *tripatouillages* et maintenir leur *régime de corruption*.

L'appétit de la classe dominante ne peut plus trouver d'aliments que par l'utilisation intensive des rouages de l'État.

L'État tend de plus en plus à se substituer au capitalisme privé dans la direction de l'économie par la généralisation de *nationalisations équivoques*.

L'État tente de contrôler toutes les formes de la pensée par ses *organismes culturels*, ses *partis politiques*, sa *presse pourrie*, sa *C. G. T.*

L'État maintient par la brutalité sa domination sur les peuples coloniaux pour s'assurer des bases en vue du *futur carnage*.

Voter pour les Partis, c'est voter pour l'Etat corrupteur et corrompu.

Boycotter les élections,

ce n'est pas abandonner la lutte, c'est dénoncer la naïveté du système parlementaire générateur d'illusions *qui détournent les travailleurs* de la seule forme de lutte efficace à laquelle les appellent les anarchistes :

L'ACTION DIRECTE

pour la gestion de la production et de la répartition par les travailleurs eux-mêmes.

Adhérez à la Fédération Anarchiste, 145, Quai de Valmy, Paris Xe — Lisez chaque semaine, *le Libertaire*